

## FORMULAIRE DE DEMANDE

### FORMULAIRE DE DEMANDE

Pays/Nom du projet: **Renforcement des interventions de la CSI-Afrique dans le domaine de la politique économique et sociale**

No. du projet (si disponible):

Organisation chargée de l'exécution: **CSI-Afrique**

Approbation ( ):

Durée du projet (années): **4 ans**

Période de la demande: **Décembre 2008**

1. Synthèse
2. Proposition de projet
  - 2.A Identification du projet
  - 2.B Stratégie d'intervention du projet
  - 2.C Cadre institutionnel
  - 2.D Apports, Plan de travail et échéancier
  - 2.E Suivi et Evaluation

**ANNEXE: Matrice pour la planification du projet**

## 1. SYNTHÈSE

Cette proposition de projet est la résultante de l'un des cinq domaines prioritaires du plan stratégique 2009-2012 de la CSI-Afrique, conformément à sa mission et à sa vision. La CSI-Afrique est, en tant qu'émanation de l'ancienne ORAf-CISL et de l'ancienne ODSTA qui ont toujours œuvré pour le renforcement des capacités d'interpellation de leurs affiliés et amélioré leur capacité à participer au dialogue social en matière d'analyse économique, résolument engagée à poursuivre les actions en vue du renforcement des capacités de ses membres en matière d'intervention dans les domaines ressortant de la politique économique et sociale pour une influence réelle des syndicats en vue d'une meilleure défense des intérêts des travailleurs.

Depuis la fin des années 1970, nonobstant la mise en œuvre de différentes politiques économiques et sociales, la plupart des pays d'Afrique sont toujours confrontés à des problèmes de développement majeurs, qui constituent des obstacles à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Le processus actuel de mondialisation a induit en Afrique des effets pervers sur les conditions de vie et de travail et modifié radicalement les actions et les modes d'interventions des syndicats malgré les performances économiques enregistrées matérialisées par des taux de croissance élevés. L'une des manifestations les plus marquantes de cette mondialisation est l'expansion de l'économie informelle conjuguée avec l'expansion de la précarisation et le développement du travail migrant qui est à la fois un défi et un dilemme pour les syndicats.

L'Afrique est préoccupée par le sort de tous les travailleurs qui se trouvent confrontés aux soubresauts du nouvel ordre économique. Le continent est de plus en plus malade d'injustices avec la marginalisation de plus en plus grandissante des travailleurs en raison des pratiques néo-libérales des multinationales dominé par le pouvoir du capital. Cette situation est aggravée par la mauvaise gouvernance, les conflits armés et l'augmentation des flux migratoires. Mais elle est encore exacerbée par les inquiétudes liées aux perspectives qu'offrent les accords commerciaux, notamment les accords de libre-échange entre l'Union Européenne et les pays ACP à travers les « Accords de Partenariat Economique », et l'incapacité des Etats africains à consolider les processus d'intégration qu'ils ont initiés et adoptés comme vecteur de développement au sein du continent

Les raisons de cet échec sont sans doute nombreuses, mais l'absence ou la faible implication des principaux acteurs concernés, notamment les travailleurs et les organisations syndicales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement économiques constitue l'une des plus fondamentales. Cela est dû notamment à la faible capacité des organisations syndicales à traiter les problèmes en rapport avec les questions socio économiques, financières et commerciales, les accords et pratiques commerciaux internationaux, les processus et mécanismes d'intégration économique, la léthargie des gouvernants face aux obstacles à la réalisation de l'agenda du travail décent et l'absence de réelle volonté politique de ces derniers d'associer les représentants des travailleurs dans l'examen des questions de développement.

## FORMULAIRE DE DEMANDE

C'est pourquoi la CSI- Afrique s'engage dans des actions de renforcement de capacités de ses affiliés dans le domaine de l'analyse des questions liées aux politiques commerciales, aux processus d'intégration et de leurs impacts sur les conditions de travail et les conditions de vie des populations en vue en d'une analyse socio-économique pertinente et de la formulation de stratégies alternatives de développement aux politiques néolibérales.

Conformément au plan stratégique, ce projet devra contribuer à des politiques économiques et sociales nationales qui mettent l'homme au centre, qui assureront une croissance durable et conduiront à une réduction effective de la pauvreté. Mais sur le plan pratique, à l'issue de sa mise en œuvre, le projet, va permettre à la CSI-Afrique d'améliorer sa présence dans le dialogue social sur les questions économiques et commerciales grâce à la pertinence de ces propositions dans ces domaines. Cela sera le fait du renforcement de ses capacités d'interventions, au niveau du Secrétariat et des affiliés, qui à travers les structures mises en place seront à même de produire des résultats concrets basées sur les recherches menées en la matière, et dès lors d'influencer les prises de décision.

Le projet qui sera exécuté pendant une période de quatre ans permettra à d'aboutir aux résultats suivants :

- L'inventaire des recherches effectuées par le mouvement syndical africain dans le domaine
- L'évaluation du monde académique et des institutions de recherches dans le domaine réalisée
- L'élaboration d'accords cadre de coopération entre les syndicats, les universités et les institutions de recherche sur une collaboration renforcée.
- La formation d'une cinquantaine de chercheurs capables de produire des résultats de leurs recherches pratiques sur des questions sociales et économiques prioritaires pour les travailleurs et les syndicats.
- La production de documents reflétant la position syndicale et comportant des alternatives aux politiques néolibérales
- La production de documents de politique visant à promouvoir et à plaider pour le travail décent
- La production de rapports de recherche sur des questions d'intégration économique
- La publication de rapports sur diverses questions commerciales
- La capacité des affiliées à participer à des forums de dialogue social est renforcée.

Les principales parties prenantes impliquées dans le projet sont : les responsables de recherche et chercheurs des affiliés, la CSI-Afrique, les responsables des départements de politique économique et sociale des affiliés, les leaders syndicaux, les chercheurs des institutions académiques, les fédérations professionnelles et les partenaires de la CSI – Afrique. D'une manière indirecte, les travailleurs et les populations africains seront les principaux bénéficiaires.

Le projet durera quatre ans, de 2009 à 2012. Pour assurer la mise en œuvre de ce projet, un budget de 670.331 euros est prévu. La contribution des partenaires à la coopération est sollicitée pour mobiliser ce montant.

## **2. PROPOSITION DE PROJET**

### **2a. IDENTIFICATION DU PROJET**

#### **1. Généralités et expériences antérieures :**

La CSI- Afrique est, en tant qu'émanation de l'ancienne CISL-AFRO et de l'ancienne ODSTA qui ont toujours œuvré pour le renforcement leurs capacités d'interpellation de leurs affiliés et amélioré leur capacité à participer dans le dialogue social en matière d'analyse économique, est résolument engagée, face aux nombreux défis auxquels font face encore les syndicats africains pour améliorer leurs conditions d'existence des travailleurs, à poursuivre les actions en vue du renforcement des capacités de ses membres en matière d'intervention dans les domaines ressortant de la politique économique et sociale pour une influence réelle des syndicats en vue d'une meilleure défense des intérêts des travailleurs dans le dialogue social.

#### **2. Analyse de la participation :**

Les responsables de recherche et chercheurs des affiliés, la CSI-Afrique, les responsables des départements de politique économique et sociale ou connexes des affiliés, les leaders syndicaux, les responsables des institutions académiques, les fédérations professionnelles et les partenaires de la CSI –Afrique seront impliqués dans ce projet comme premières parties prenantes.

#### **3. Analyse du problème :**

Le processus actuel de mondialisation a engendré en Afrique des effets négatifs sur les conditions de vie et de travail et modifié radicalement les actions et les modes d'interventions des syndicats malgré les performances économiques enregistrées matérialisées par des taux de croissance élevés. L'une des manifestations les plus marquantes de cette mondialisation est l'expansion de l'économie informelle conjuguée avec l'expansion de la précarisation et le développement du travail migrant qui est à la fois un défi et un dilemme pour les syndicats.

Cette situation est aggravée par la mauvaise gouvernance, les conflits armés et l'augmentation des flux migratoires. Mais elle est aussi exacerbée par les inquiétudes liées aux perspectives qu'offrent les accords commerciaux, notamment les accords de libre-échange entre l'Union Européenne, le plus grand bloc commercial du monde et les anciennes colonies de l'Europe en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique à travers les « Accords de Partenariat Economique », dénommés APE, et l'incapacité des Etats africains à consolider les processus d'intégration qu'ils ont initiés et adoptés comme vecteur de développement au sein du continent

## FORMULAIRE DE DEMANDE

Les conséquences qui en résultent sont entre autres, l'ampleur et la persistance de la pauvreté, le caractère endémique du chômage avec une précarité élevée des emplois et de fortes inégalités dans les opportunités d'emplois en défaveur des femmes et des jeunes. Selon les pays, le chômage touche 20 à 40% de la population active.

Les raisons de cet échec sont sans doute nombreuses, cependant, la faible implication des principaux acteurs concernés, notamment les travailleurs et les organisations syndicales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement économiques, voire leur absence, constitue l'une des plus fondamentales. Cette situation provient essentiellement de la faible capacité des organisations syndicales à traiter les problèmes en rapport avec les questions socio économiques, financières et commerciales, les accords et pratiques commerciaux internationaux, les processus et mécanismes d'intégration économique, et à formuler des alternatives en matière de stratégies de développement prenant en compte les préoccupations des travailleurs. Les causes de cette situation sont multiples et diverses. On peut citer entre autres :

- la faible implication des organisations syndicales dans les activités de recherches en matière de développement économique et social ;
- la faible priorité accordée à ces questions de recherches;
- la faiblesse des réseaux de recherche du mouvement syndical ;
- la faiblesse et l'absence de relations entre le mouvement syndical et le monde académique et les institutions de recherche
- l'absence d'une vision de long terme sur les questions de recherche en matière de développement.

Ces lacunes et manques dans le domaine de la recherche en analyse économique et sociale ont fragilisé le mouvement syndical et réduit ses capacités de propositions. En conséquence, les organisations syndicales n'ont qu'une influence limitée dans les instances de dialogue social au niveau national, sous régional ou régional. Elles n'ont pas la capacité de formuler des alternatives en matière de stratégie de développement sur la base de propositions crédibles et pertinentes fondées sur des recherches pour pouvoir influencer sur les stratégies de développement mises en œuvre dans leurs pays . En outre Elles ne peuvent pas actualiser leurs connaissances sur les sujets relatifs aux domaines économiques et sociaux. En définitive, leur participation au dialogue social apparaît comme une figuration.

C'est pourquoi la CSI- Afrique s'engage à travers ce projet à renforcer les capacités de ses affiliés dans le domaine, de l'analyse des questions liées aux politiques commerciales, aux processus d'intégration et de leurs impacts socioéconomiques, et de la formulation de stratégies alternatives de développement aux politiques néolibérales, afin d'accroître et d'améliorer leur participation dans le dialogue sociale

#### **4. Analyse de la dimension Genre:**

La marginalisation de la femme en Afrique, qui est une réalité frappante, se manifeste dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Dans le domaine social, le déficit de services sociaux qui est très important dans la plupart des pays est compensé par une

## FORMULAIRE DE DEMANDE

augmentation de la charge de travail des femmes et des filles. Ce qui empêche ces dernières de poursuivre normalement leurs études, d'améliorer leurs compétences et de s'impliquer efficacement dans des carrières productives.

En outre, l'inégalité de dotation en ressources économiques (capital, terre, technologie) prive les femmes d'un accès aux investissements, subventions, formations ou programmes d'assistance technique liés à la libéralisation. Il faut rappeler que les femmes ne détiennent que 1% des terres de tous les pays ! Et pourtant, en Afrique par exemple, 75 % des travaux agricoles sont accomplis par les femmes. Mais pour des raisons juridiques, elles ne peuvent ni acheter la terre, ni la vendre ni en hériter. Les institutions financières renforcent les discriminations sur l'accès au crédit : on accorde aux femmes moins de 1/10ème des crédits accordés aux petits paysans sur le continent africain et juste 1/100ème de l'ensemble des crédits agricoles

La résultante de ces discriminations et disparités est la faible présence des femmes dans le mouvement syndical. La dimension du genre doit faire partie intégrante des questions de coopération économique et commerciale. En réalité, un développement durable centré sur la pauvreté ne sera possible que si les femmes obtiennent l'accès et le *contrôle* des ressources dont elles ont besoin pour s'intégrer pleinement dans le processus de développement socio-économique, à l'égal des hommes.

C'est fort de cela, que dans le cadre de ce projet, la dimension genre devrait être prise en compte dans les différentes recherches à mener. La CSI-Afrique veillera à formuler des propositions pour que les politiques économiques et commerciales mises en place dans les pays africains créent un cadre propre à :

- intégrer les questions de genre et adopter une approche sensible à chaque niveau des domaines des politiques économiques, commerciales et des stratégies et des actions de développement ;
- encourager l'adoption de mesures positives spécifiques en faveur des femmes sur le plan économique, notamment, l'accès aux ressources productives, en particulier à la terre et au crédit, ainsi qu'au marché du travail.

En outre, elle devra s'engager à ce que dans la réalisation concrète des actions et activités du projet, l'implication des femmes soit réelle. Cela devra se manifester non seulement par une participation forte dans les ateliers et séminaires et ateliers, mais surtout par une présence réelle dans réseaux de recherche du mouvement syndical, des équipes de recherches des organisations syndicales et une présence réelles dans les départements de politique économique et sociale ou connexes parties prenantes au processus dans les syndicats

## 2. PROPOSITION DU PROJET (SUITE)

### 5. Analyse des objectifs:

## FORMULAIRE DE DEMANDE

Ce projet, va permettre à la CSI-Afrique d'améliorer sa présence dans le dialogue social sur les questions économiques et commerciales grâce à la pertinence de ces propositions dans ces domaines. Cela sera le fait du renforcement des capacités d'interventions des affiliés en ce qui concerne les questions économiques et sociales. A travers les structures mises en place, la CSI-Afrique et ses affiliées seront à même de produire des résultats concrets basées sur les recherches menées en la matière, et dès lors d'influencer les prises de décision. Ce projet permettra également à la CSI-Afrique et à ses affiliées de développer leurs capacités et compétences pour faire du lobbying auprès des partis politiques, des ministères concernés, des parlements et des gouvernements pour mieux défendre les intérêts de leurs membres et des travailleurs en général. Grâce à cette approche, les objectifs du projet seront atteints.

### **6. Groupes cibles:**

Les bénéficiaires directs du projet sont les chercheurs, les leaders et responsables techniques des affiliés, ainsi que les chercheurs des institutions académiques. Les travailleurs et les populations en seraient les bénéficiaires indirects.

### **7. Analyse de la stratégie**

Pour pouvoir parvenir à ces fins dans le cadre du projet, la CSI-Afrique doit améliorer les compétences de recherche de son Secrétariat et de ses affiliés afin d'accroître sa présence dans les structures de dialogue social. Cela n'est possible que si elle parvient à produire des documents de recherche de qualité qui sont à même de promouvoir avec plus d'emphasis les valeurs de la répartition équitable des ressources, du travail décent, de la prise en compte du genre et de solidarité économique fondée sur l'idée de partage. Pour cela, elle doit fédérer ses compétences et tirer les leçons d'un passé récent, des orientations de son congrès fondateur et de la dynamique de l'unification du mouvement syndical international, continental et national.

Les méthodes à utiliser dans le cadre de ce projet doivent tenir compte de ce nouveau contexte en privilégiant le travail en réseaux et en développant des alliances avec des partenaires naturels le domaine. A cet égard, la CSI-Afrique devra promouvoir le travail en réseaux avec les structures de recherches de ses affiliés, dont certaines sont très performantes sur les questions économiques et commerciales, et avec les institutions d'études supérieures dans certains pays. Elle doit aussi développer des coopérations stratégiques avec le monde académique africain en identifiant les structures proches de ses valeurs et aussi avec les instituts et centres de recherche en Afrique tels que le CODESRIA et le réseau de recherche des *Global Unions*. La même démarche doit être faite à l'égard de certaines organisations et institutions dans d'autres régions. Une approche similaire sera adoptée à l'égard de certaines organisations de la société civile en Afrique qui travaillent sur les questions commerciales et sociales, par exemple le «Réseau Africain du Commerce» . Il est encourageant de constater que certaines des organisations affiliées travaillent déjà avec

## FORMULAIRE DE DEMANDE



elles dans le domaine des politiques commerciales.



**PROPOSITION DE PROJET (SUITE)**

**2B. STRATEGIE D'INTERVENTION DU PROJET**

**8. L'OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT**

Conformément au plan stratégique, ce projet devra contribuer à des politiques économiques et sociales nationales qui mettent l'homme au centre, qui assureront une croissance durable et conduiront à une réduction effective de la pauvreté.

**9. OBJECTIF DU PROJET**

A la fin du projet, la capacité des affiliées de la CSI-Afrique à élaborer des politiques économiques et sociales efficaces et à participer à des structures de dialogue social sera renforcée

**10. RESULTATS PREVUS**

1. L'inventaire des recherches effectuées par les affiliés et les centres de recherche syndicaux en Afrique dans le domaine en question sera fait.
2. L'évaluation du monde académique et des institutions de recherches dans ce domaine sera réalisée.
3. Accords cadre conclus entre les syndicats, les universités et les institutions de recherche en vue d'une collaboration renforcée.
4. 50 chercheurs formés et capables de produire des résultats de leurs recherches pratiques sur des questions sociales et économiques prioritaires pour les travailleurs et les syndicats.
5. Des documents reflétant la position syndicale et comportant des alternatives aux politiques néolibérales seront publiés.
6. Des documents de politique visant à promouvoir et à plaider pour le travail décent.

## FORMULAIRE DE DEMANDE

7. Rapports de recherche élaborés sur des questions d'intégration économique.
8. Rapports de recherche publiés sur différentes questions commerciales.
9. La capacité des affiliées à participer à des forums de dialogue social est renforcée.

### **11. ACTIVITES**

1. 1 Inventaire des rapports de recherches.
  2. 1 Inventaire et évaluation des relations avec les institutions de recherches académiques et indépendantes.
  3. 1 Organiser une conférence sur les priorités de la recherche syndicale et les opportunités de collaboration entre les syndicats, les universités et les institutions de recherche.
  4. 1 Organiser des ateliers pour développer et renforcer les compétences de 50 chercheurs des syndicats affiliés.
- 4.2 Production d'un manuel de recherche à mettre à jour chaque année
- 4.3 Publication d'un bulletin avec des articles sur des activités de recherche
- 5.1 Activités de recherche au niveau national pour formuler des alternatives aux politiques néo-libérales.
- 6.1 Atelier d'élaboration de documents de politique sur le travail décent.
- 7.1 Activités de recherche aux niveaux régional et sous-régional sur des questions d'intégration économique.
- 8.1 Un programme de recherche aux niveaux national, sous-régional et régional sur des questions commerciales.
- 9.1 Ateliers de formation pour renforcer les compétences en matière de plaidoyer, de lobbying et de participation aux forums de dialogue social.

## 12. Indicateurs

### Les Indicateurs de l'objectif de développement

- Des chiffres montrant une croissance annuelle stable et durable ;
- Multiplicité des consultations avec les syndicats et les employeurs sur les politiques socioéconomiques ;
- Mécanismes renforcés de dialogue.

### Les Indicateurs de l'objectif du projet

- Dans un certain nombre d'organisations affiliées, un département des politiques économiques et sociales (ou un département connexe) est créé ou renforcé,
- Les aptitudes des chercheurs sont développées et un plus grand nombre de documents de politique générale sont produits ;
- Les interventions au sein des structures de dialogue social conduisent à des politiques qui placent l'homme au centre.

### Les Indicateurs de résultat

R-1. Document de l'inventaire

R-2 Document de l'évaluation

R-3 Document de l'accord cadre

R-4 Programme des ateliers de formation avec la liste des participants.

R-5 Synthèse des documents

R-6 Documents reflétant la position syndicale sur la promotion du travail décent.

R-7 Documents sur des questions d'intégration économique

R-8 Documents de recherche sur les questions commerciales

R-9 Plaidoyer, lobbying et participation plus efficaces aux structures de dialogue social.

## 13. Sources de vérification

- Statistiques des bureaux nationaux de statistiques ;
- Exemplaires des consultations

## FORMULAIRE DE DEMANDE

- Liste des chercheurs qui sont des points focaux de la CSI-Afrique ;
- Exemplaires des interventions de nature politique faites lors des réunions consacrées au dialogue social national.
- Rapport de l'inventaire
- Rapport d'évaluation
- Rapport d'ateliers
- Exemplaires des manuels de recherche
- Exemplaires des bulletins de recherche
- Exemplaires des documents relatifs à la recherche sur diverses questions commerciales
- Exemplaires des documents relatifs à la recherche sur des questions d'intégration économique
- Rapports des interventions sur les alternatives néo-libérales
- Listes des participants.

### **14. Hypothèses**

- Un plus grand engagement des gouvernements africains à renforcer les structures tripartites et à faciliter le dialogue social pour une politique de développement national
- Opportunités pour la CSI-Afrique de nouer ou renforcer la coopération avec les institutions académiques

## 2.C CADRE INSTITUTIONNEL

### 1.5 Cadre institutionnel

Le Secrétaire Général de la CSI-Afrique est le premier responsable du projet.

Le Secrétaire général adjoint est chargé de la supervision du projet et sera la personne à contacter par les partenaires à la coopération et la CSI en ce qui concerne les questions relatives au projet.

Coordinateur de projet, chargé de la mise en œuvre désigné par le Secrétaire Général de la CSI-Afrique

Les partenaires à la coopération apporteront une aide financière et auront en retour des informations sur l'état d'avancement du projet. Ils seront au besoin impliqués dans l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale du projet.

Sur le plan institutionnel, les organes suivants sont prévus. Il s'agit de :

- i. **Une équipe du projet** sera mis en place avec un coordinateur de projet, qui sera chargé de la mise en oeuvre des activités du projet et qui produira les rapports d'avancement et les rapports annuels, un comptable, qui préparera les rapports financiers, et un assistant administratif, qui sera responsable des tâches administratives et du secrétariat.
- ii. Un comité directeur du projet sera responsable de la planification et du suivi de la mise en oeuvre du projet. Il sera composé du Secrétaire général adjoint, du coordinateur du projet, du comptable de la CSI-Afrique et des représentants des partenaires à la coopération.

## FORMULAIRE DE DEMANDE

### 2.D APPORT, BUDGET, PROGRAMME DE TRAVAIL ET CALENDRIER

#### 16. Apports : Aperçu

- i. Ressources humaines  
Elles sont constituées par
  - a. Le personnel du Secrétariat
  - b. Expertise technique : Economiste, Sociologue, Anthropologue, Statisticien, Informaticien, Expert en communication, Spécialiste en développement, Juriste provenant des réseaux du mouvement syndical, du BIT ou des institutions académiques et de recherche partenaires
  - c. Autres ressources humaines d'appui de la CSI-Afrique ; coordinateur du projet, Comptable, Administrateur
  
- ii. Ressources matérielles (ouvrages, revues, documents, logiciels, ordinateurs, matériels et fournitures de bureaux, matériels et fournitures informatiques)
  
- iii. Ressources financières

#### 17. Budget

N°	Activités	Année			
		2009	2010	2011	2012
		Euro	Euro	Euro	Euro
	Inventaire des recherches effectuées par les affiliés et les centre de recherche syndicaux en Afrique dans le domaine	1600	1600	1600	
	Evaluation du monde académique et institutions de recherches	2400	2400		
	Une conférence avec les parties prenantes sur les priorités de la recherche syndicale	49.054			
	Ateliers de développement des compétences des chercheurs des syndicats affiliés.	39.047	39.047	39.047	39.047
	Production d'un un manuel de recherche	4.000	4.000	4.000	4.000
	Publication d'un bulletin semestriel avec des articles sur des activités de recherche	2800	2800	2800	2800
	Ateliers de recherche pour élaborer des alternatives aux politiques néolibérales	2000	2000	2000	2000
	Atelier d'élaboration de documents de		49.054		

## FORMULAIRE DE DEMANDE

	politique sur le travail décent.				
	Activités de recherche sur des questions d'intégration économique		<b>30.912</b>		
	Activités de recherche aux niveaux national, sous-régional et régional sur diverses questions commerciales	<b>35.912</b>		<b>35.912</b>	
	Atelier de formation pour renforcer les compétences en matière de lobbying, de plaidoyer et de participation aux forums de dialogue social		<b>39.047</b>	<b>39.047</b>	
	<b>Sous-total</b>	<b>479.926</b>	<b>136.813</b>	<b>170.860</b>	<b>85.359</b>
	Ressources humaines				
	Un chercheur	<b>190.405</b>	<b>44.175</b>	<b>46.385</b>	<b>48.705</b>
	<b>Total</b>	<b>670.331</b>	<b>180.988</b>	<b>217.245</b>	<b>134.064</b>

### Programme de travail et calendrier

N°	Activités	Année			
		2009	2010	2011	2012
		Euro	Euro	Euro	Euro
1	Inventaire des recherches effectuées par les affiliés et les centre de recherche syndicaux en Afrique dans le domaine	X	X	X	
2	Evaluation du monde académique et institutions de recherches	X	X		
3	Une conférence avec les parties prenantes sur les priorités de la recherche syndicale	X			
4.1	Ateliers de développement des compétences des chercheurs des syndicats affiliés.	X	X	X	X
4.2	Production d'un un manuel de recherche	X	X	X	X
4.3	Publication d'un bulletin semestriel avec des articles sur des activités de recherche	X	X	X	X

## FORMULAIRE DE DEMANDE

<b>5</b>	Ateliers de recherche pour élaborer des alternatives aux politiques néolibérales	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>
6	Activités de recherche sur des questions d'intégration économique		<b>X</b>		<b>X</b>
<b>7</b>	Atelier d'élaboration de documents de politique sur le travail décent.		<b>X</b>		
			<b>X</b>		<b>X</b>
<b>8</b>	Recherche aux niveaux régional et sous-régional sur l'intégration économique		<b>X</b>		
<b>9</b>	Activités de recherche aux niveaux national, sous-régional et régional sur diverses questions commerciales	<b>X</b>		<b>X</b>	
<b>10</b>	Atelier de formation pour renforcer les compétences en matière de lobbying, de plaidoyer et de participation aux forums de dialogue social	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>

## 2.E SUIVI ET EVALUATION

### 19. Suivi

Sur le plan opérationnel, le compte rendu de la mise en œuvre du projet sera fait à la réunion du personnel en sa qualité d'organe de coordination désigné par le Secrétaire Général. A ce titre, le coordinateur du projet veillera à la réalisation de toutes les activités prévues et produira à cet effet un rapport au plus tard un mois après la tenue des activités. De plus, chaque année, il fera un rapport des activités de l'année du projet.

Conformément au cadre institutionnel, le suivi sera fait pas le Comité de pilotage.

Le suivi financier du projet incombera au Département financier de la CSI-Afrique qui collaborera étroitement avec le coordinateur du projet. Le Département financier mettra en place tous les mécanismes et procédures nécessaires pour présenter des rapports financiers corrects à temps.

### 20. Evaluation

Une évaluation à mi-parcours sera faite par l'équipe du projet. A la fin du projet, un évaluateur externe se chargera de l'évaluation finale.



## FORMULAIRE DE DEMANDE

### Annexe : Matrice de planification

#### Renforcer les interventions dans le domaine de la politique économique et sociale

	Logique de l'intervention	Indicateurs	Sources de vérification	Suppositions/ hypothèses
<b>Objectif de développement</b>	Contribuer à des politiques économiques et sociales nationales qui mettent l'homme au centre, qui assureront une croissance durable et conduiront à une réduction effective de la pauvreté.	Des chiffres montrant une croissance annuelle stable et durable ; multiplicité des consultations avec les partenaires sociaux sur les politiques socioéconomiques ; mécanismes renforcés de dialogue social.	Statistiques des bureaux nationaux de statistiques ; exemplaires des consultations	Un plus grand engagement des gouvernements africains à renforcer les structures tripartites et à faciliter le dialogue social pour une politique de développement national
<b>Objectif du projet</b>	A la fin du projet, la capacité des affiliées de la CSI-Afrique à élaborer des politiques économiques et sociales efficaces et à participer à des structures de dialogue social sera renforcée.	Dans un certain nombre d'organisations affiliées, un département des politiques économiques et sociales (ou un département connexe) est créé ou renforcé, les aptitudes des chercheurs sont développées et un plus grand nombre de documents de politique générale sont produits ; les interventions au sein des structures de dialogue social conduisent à des politiques qui placent l'homme au centre. .	Liste des chercheurs qui sont des points focaux de la CSI-Afrique ; exemplaires des interventions de nature politique faites lors des réunions consacrées au dialogue social national.	Opportunités pour nouer ou renforcer la coopération avec les institutions académiques.
<b>Résultats prévus</b>	1.L'inventaire des recherches effectuées par les affiliés et les centres de recherche syndicaux en Afrique dans le domaine en question sera fait.  2.L'évaluation du monde académique et des institutions de	Document de l'inventaire  Document de l'évaluation	Exemplaire du document  Exemplaire du document	

## FORMULAIRE DE DEMANDE

	<p>recherches dans ce domaine sera réalisée.</p> <p>3. Accords cadre conclus entre les syndicats, les universités et les institutions de recherche en vue d'une collaboration renforcée.</p>		<p>Document de l'accord cadre</p>	<p>Exemplaire de l'accord</p>	
	<p>4.--50 chercheurs formés et capables de produire des résultats de leurs recherches pratiques sur des questions sociales et économiques prioritaires pour les travailleurs et les syndicats.</p>	<p>Programme des ateliers de formation avec la liste des participants.</p>		<p>Rapport d'ateliers</p>	
	<p>5. Des documents reflétant la position syndicale et comportant des alternatives aux politiques néolibérales seront publiés.</p>	<p>Synthèse des documents</p>		<p>Exemplaire des documents</p>	
	<p>6. Des documents de politique visant à promouvoir et à plaider pour le travail décent.</p>	<p>Documents reflétant la position syndicale sur la promotion du travail décent.</p>		<p>Exemplaire des documents</p>	
	<p>7. Rapports de recherche élaborés sur des questions d'intégration économique.</p>	<p>Documents sur des questions d'intégration économique</p>		<p>Exemplaire des documents</p>	
	<p>8. Rapports de recherche publiés sur différentes questions commerciales.</p>	<p>Documents de recherche sur les questions commerciales</p>		<p>Exemplaire des documents</p>	
	<p>9. La capacité des affiliées à participer à des forums de dialogue social est renforcée.</p>	<p>Plaidoyer, lobbying et participation</p>		<p>P.V. des réunions</p>	

## FORMULAIRE DE DEMANDE

		plus efficaces aux structures de dialogue social.		
<b>Activités</b>	<p>1.1 Inventaire des rapports de recherches.</p> <p>2.1 Inventaire et évaluation des relations avec les institutions de recherches académiques et indépendantes.</p> <p>3.1 Organiser une conférence sur les priorités de la recherche syndicale.</p> <p>4.1 Organiser des ateliers pour développer et renforcer les compétences de 50 chercheurs des syndicats affiliés.</p> <p>4.2 Production d'un manuel de recherche à mettre à jour chaque année</p> <p>4.3 Publication d'un bulletin avec des articles sur des activités de recherche</p> <p>5.1 Activités de recherche au niveau national pour formuler des alternatives aux politiques néo-libérales.</p> <p>6.1 Atelier d'élaboration de documents de politique sur le travail décent.</p> <p>7.1 Activités de recherche aux niveaux régional et sous-régional sur des</p>		<p>Exemplaire de l'inventaire</p> <p>Exemplaire du rapport</p> <p>Exemplaire du document de la conférence ; exemplaire du rapport</p> <p>Rapport des ateliers avec les listes des participants</p> <p>Exemplaires des manuels</p> <p>Exemplaire du bulletin</p> <p>Programme de l'atelier ; liste des participants</p> <p>Programme de l'atelier ; liste des participants</p> <p>Exemplaire des documents de recherche</p>	

## FORMULAIRE DE DEMANDE

	<p>questions d'intégration économique.</p> <p>8.1 Un programme de recherche aux niveaux national, sous-régional et régional sur des questions commerciales.</p> <p>9.1 Ateliers de formation pour renforcer les compétences en matière de plaidoyer, de lobbying et de participation aux forums de dialogue social.</p>		<p>Rapport du programme</p> <p>Rapport des ateliers avec les listes des participants</p>	
--	---	--	--	--